La surpêche se poursuit. A l'origine de plus en plus de zones mortes dans les eaux du plateau continental, elle menace maintenant les grands fonds marins qui sont par ailleurs l'objet d'enjeux industriels.

En cinquante ans, la capacité de la flotte européenne a triplé et celle de la flotte asiatique a été multipliée par quinze. Les radars qui localisent les bancs de poissons démultiplient l'efficacité des campagnes. Résultat, les équilibres seraient totalement détruits, et la prise mondiale de poisson est en déclin régulier à cause de l'épuisement de la ressource. Daniel Pauly, professeur à l'université de Colombie-Britannique à Vancouver, ne laisse guère d'espoir: à 100 ou 200 mètres de profondeur, sur le plateau continental, il ne resterait plus que 1% à 2% des stocks d'antan!

Des espèces fragiles, vite décimées

Alors, les techniques ont évolué pour aller chercher le poisson à de plus grandes profondeurs. Des profondeurs qui étaient restées un réservoir de biodiversité aussi longtemps qu'elles n'avaient pu être explorées. On les imaginait vierges de toute vie, et l'on a découvert une autre faune, d'autres écosystèmes peuplés d'individus parfois géants et capables d'atteindre des âges très élevés, mais toujours fragiles, commente Antje Boetius qui a participé à une quarantaine d'expéditions sous-marines en tant que chercheur à l'Université de Brême.

De nouvelles espèces comme le grenadier ont fait leur apparition sur les étals des poissonniers… en filets le plus souvent compte tenu de leur aspect souvent rébarbatif. Mais les équilibres sont précaires. Dans dix ou quinze ans, ces espèces seront épuisées à l'image de l'empereur, qui a déjà quasiment disparu dans l'Atlantique nord-est alors que sa capture à une échelle commerciale ne remonte qu'aux années 1980. Et pourtant, ce poisson aurait une durée de vie de 60 à 150 ans. La conclusion est simple: l'espèce a été décimée en une génération, sans qu'on ait laissé aux individus la possibilité de se reproduire.

Le constat établi à l'Institut océanographique de Paris, à l'occasion d'un colloque international pour une gestion durable des grands fonds marins, pêche-t-il par catastrophisme? Les avis de chercheurs du monde entier convergent. Et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, qui dépend de l'ONU, va dans le même sens lorsqu'il souligne que les zones mortes côtières ont pratiquement doublé chaque décennie depuis 1960.

Les guerres de l'anchois et du cabillaud

On pourrait rappeler l'exemple de l'anchois qui déclencha une véritable guerre dans l'Europe bleue entre le parti du poisson et celui de la pêche, le premier dénonçant un risque d'épuisement de la ressource et le second l'accusant de noircir à dessein la situation.

Il y eut d'autres précédents.

Les eaux de Terre-Neuve étaient foisonnantes; le cabillaud canadien était leur richesse. Il a aujourd'hui disparu, à cause d'une pêche excessive qui épuisait la ressource plus vite qu'elle ne se reconstituait. Et aujourd'hui, c'est le cabillaud européen qui pourrait connaître le même sort que sont cousin canadien, car l'état de la ressource ne permet plus de pérenniser l'espèce.

La Commission européenne a réagi, en imposant des quotas. En juillet dernier, constatant que les stocks de cabillaud ne se reconstituent pas, la Commission a même proposé de réduire de 50% les totaux admissibles de capture. Mais pour la survie de l'espèce, des scientifiques considèrent qu'un moratoire serait nécessaire.

Les quotas, un filet de sécurité troué pour le thon rouge

Le thon rouge, aussi, est très menacé. Selon l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), les captures atteignaient 53.000 tonnes par an au milieu des années 2000 alors qu'elles n'auraient pas dû dépasser 25.000 tonnes pour préserver la capacité de reproduction de cette espèce. Des quotas limitèrent les prises à 32.000 tonnes par an; insuffisant. Lorsque le prédateur –l'homme– bouleverse à ce point les équilibres, la régénération de la ressource devient simplement impossible.

De toute façon, les quotas de pêche sont dépassés de 40%, affirme la Cicta (Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique). La Commission européenne continue d'intervenir, comme au cours de la dernière campagne de pêche lorsqu'elle a imposé à l'Espagne d'interdire à ses pêcheurs de poursuivre leur activité en raison de l'épuisement de leurs quotas.

Toutes les espèces ne sont pas en péril. Par exemple, les ressources en hareng et le lieu noir ne posent pas problème. Et celles du golfe de Gascogne en sole s'améliorent au grâce au programme de reconstitution des stocks dont elle a bénéficié. En revanche, la situation du poisson plat en Mer du Nord est devenue très critique. On craint pour le merlan, le turbot, la raie, le lieu jaune… Globalement, la ressource se

raréfie. C'est ce qui explique une baisse de 20% des prises des pêcheurs de l'Union européenne en dix ans. Et une augmentation des importations, l'Europe ne pêchant plus dans ses eaux que 40% du poisson qu'elle consomme.

Un poisson sur cinq pêché pour rien

Un effort particulier devrait être porté à la pêche sélective, afin de mettre fin aux rejets. Environ 20% des prises aujourd'hui seraient rejetées à la mer; un poisson sur cinq pêché pour rien. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, ces rejets porteraient globalement sur 13% des prises en Atlantique nord, mais plus de 30% à l'ouest de l'Irlande et de l'Ecosse en fonction des flottes, des espèces ciblées et de la profondeur.

Problème: la pêche au chalut pratiquée sur les grands fonds marins est incapable de sélectivité. Elle racle les fonds, détruisant des écosystèmes qui ont mis 8.000 ans à se construire. Tout cela parce que les subventions existent, et que la rentabilité des opérations ne prend pas en compte les coûts de maintenance et de restauration des fonds sous-marins.

Les enjeux industriels des grands fonds

Ajoutons à tout cela l'exploitation les perspectives d'exploitation minérales (comme les nodules polymétalliques) et énergétiques (à l'aide de plateformes pétrolières offshore) des grands fonds marins, et on aura une vision assez apocalyptique de l'avenir des poissons. Mais là encore, les scientifiques ont raison de réclamer une gouvernance internationale des fonds marins.

Un exemple: 25% de la production pétrolière mondiale (86 millions de barils/ jour) vient aujourd'hui de l'offshore. En 2030, il faudra 115 millions de barils par jour. Mais dans l'intervalle, les réserves d'où sont pompés 60 millions de barils auront été asséchées. Il faut donc découvrir, d'ici là, l'équivalent d'une production de 90 millions de barils/jour. Principalement grâce à l'offshore profond.

Dans quelles conditions? Avec quels risques notamment dans l'Arctique rendu accessible par la fonte des glaces du Pôle nord, ou l'Antarctique dont la sanctuarisation est parfois remise en question? Et quelles conséquences pour la faune marine? La question de la gouvernance pour un développement durable est clairement posée.
Gilles Bridier